



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



BDO Paris
43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
France

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
5 rue Roland Barthes
75012 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à Conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

BDO Paris
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
Société de Commissariat aux comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Paris
RCS Paris B 480 307 131 00056 – Code APE 6920Z
SAS au capital de 3 000 000 euros – TVA intracommunautaire FR82480307131



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France



BDO Paris
43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
France

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

5 rue Roland Barthes
75012 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au Conseil d'administration de l'Agence Française de Développement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'article R515-25 du code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes de l'Agence Française de Développement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'agence à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit

Point clé de l'audit

L'Agence Française de Développement « AFD » est exposée aux risques de crédit et de contrepartie.

Ces risques se définissent comme étant la probabilité qu'un débiteur soit dans l'incapacité de faire face au remboursement des financements qui lui ont été octroyés. Le défaut d'une contrepartie peut avoir une incidence matérielle sur les résultats de l'AFD.

Votre agence constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir ces risques. Celles-ci sont estimées selon les méthodes définies ci-dessous :

La détermination des dépréciations et des provisions sur actifs sains et dégradés repose sur un modèle en pertes attendues prenant en compte, outre l'encours, les engagements sains signés, les reste-à-verser sur les concours correspondants via des facteurs de conversion. Cette méthode repose sur un calcul des pertes attendues selon un modèle intégrant différents paramètres (probabilité de défaut, taux de pertes en cas de défaut, exposition au défaut, notation, ...).

L'AFD comptabilise par ailleurs des dépréciations sur les expositions en défaut. Celles-ci sont évaluées sur base individuelle et correspondent à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie recouvrable à maturité estimés après prise en compte des effets de la mise en jeu des garanties. Elles sont déterminées à partir d'hypothèses telles que la situation financière de la contrepartie, le risque pays associé et la valorisation des garanties éventuelles et les flux prévisionnels attendus.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des provisions constituent un point clé de l'audit puisqu'elles requièrent l'exercice du jugement de la Direction dans le classement des expositions et les hypothèses retenues, en particulier, dans un contexte d'incertitudes persistantes, les tensions sur les matières premières et l'énergie.



Au 31 décembre 2025, le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 349 M€ et le stock des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif s'élève à 2 057 M€ pour un encours brut de 61 364 M€ (dont 3 957 M€ d'encours douteux bruts au 31 décembre 2025 faisant l'objet de dépréciations). Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.3 et 2.10 des Principes comptables et méthodes d'évaluation, ainsi que les notes 3, 4, 15, 28 et 29 des notes annexes relatives aux états financiers.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable des dépréciations / provisions constituées, nous avons :

- Inspecté la gouvernance des processus de provisionnement ;
- Testé l'efficacité opérationnelle du processus d'évaluation de ces dépréciations / provisions et du dispositif de contrôle interne l'encadrant ;
- Évalué la cohérence des données issues des systèmes de gestion des risques avec les données comptables ;
- Analysé l'évolution des expositions et des provisions.

Lorsque la provision a été calculée sur base collective (stage 1 et stage 2), nous avons :

- Apprécié les principes méthodologiques suivis et le caractère raisonnable des paramètres de risque retenus (PD, LGD, EAD) ;
- Vérifié l'exhaustivité de l'assiette sur laquelle a porté le calcul des provisions et la correcte application des règles de déclassement par stage ;
- Testé par sondage la qualité des données utilisées ;
- Vérifié l'exactitude arithmétique des calculs réalisés.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle (stage 3), nous avons :

- Apprécié la conformité des règles de déclassement en douteux et vérifié leur application ;
- Testé par sondage les hypothèses et données sous-jacentes retenues par la direction pour l'estimation des dépréciations ;
- Contrôlé la correcte mise en œuvre des décisions prises lors des Comités des Risques.

Valorisation des titres de participations et autres titres détenus à long terme

Point clé de l'audit

L'Agence Française de Développement détient des titres de participation et autres titres détenus à long terme. Comme détaillé dans la note 2.5, ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils sont dépréciés lorsque leur valeur estimative à la clôture, évaluée en fonction de la situation nette de l'entreprise et de ses perspectives (estimées à partir des informations économiques et financières recueillies sur l'entreprise et de l'environnement du pays d'implantation notamment) ou de la valeur boursière selon le cas, est inférieure à la valeur d'acquisition.



En raison de la disponibilité limitée des données de marché, la valorisation de certains de ces titres requiert l'exercice du jugement par le management pour la sélection de la méthode d'évaluation à retenir et des paramètres à utiliser.

Nous avons considéré la valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme comme un point clé de l'audit compte tenu :

- De l'incidence significative résultant du choix de la méthode de valorisation sur les résultats de l'agence ;
- De la sensibilité de la valeur estimative aux paramètres retenus et aux hypothèses du Groupe;
- Du caractère significatif de ces montants dans les comptes.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette du portefeuille de titres de participation et autres titres détenus à long terme s'établit à 1 722 M€ dont 290 M€ de dépréciations tels qu'indiqué dans les notes 5, 6, 28 et 30 de l'annexe aux comptes individuels.

Réponse d'audit apportée

Dans ce contexte, nos travaux ont consisté à :

- Mettre à jour notre connaissance puis tester l'efficacité du dispositif de contrôle relatif à la détermination de la méthode de valorisation retenue pour ces titres ;
- Tester, sur la base de sondages, la correction sélection des méthodes et hypothèse retenues, la fiabilité des données utilisées.

A cet effet, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes, hypothèses et données comptables retenues par l'Agence Française de Développement et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Une contre-valorisation d'un échantillon de lignes a été réalisée par nos experts et par nous-même. Nous avons croisé plusieurs facteurs de risques, notamment la subjectivité de la méthode de valorisation.

Nous avons également mis en œuvre les procédures substantives suivantes :

- Rapprocher, sur la base de sondages, la valorisation des titres avec toute documentation interne et externe la justifiant ;
- Examiner l'ensemble des titres présentant un indicateur objectif de perte de valeur afin de nous assurer de l'exactitude et de l'exhaustivité des dépréciations comptabilisées ;
- Vérifier le rapprochement comptabilité / gestion sur le portefeuille de titres ;
- Évaluer l'impact comptable des cessions significatives intervenues au cours de l'exercice.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur Général Adjoint et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.



La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre agence considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Directeur Général Adjoint consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de l'Agence Française de Développement par votre Conseil d'administration du 3 juillet 2002 pour le cabinet KPMG S.A. et du 2 avril 2020 pour le cabinet BDO Paris.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 24^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BDO Paris dans la 6^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'agence à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'agence ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général Adjoint.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre agence.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'agence à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

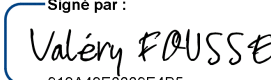
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,

Paris La Défense et Paris, le 22 avril 2026

KPMG S.A.

Signé par :

 913A43E0009E4B5...
 Valéry FOUSSE
 Associé

BDO Paris

DocuSigned by:

 B2AC603BEE9548B...
 Benjamin IZARIE
 Associé

Comptes annuels Exercice 2025

Proposition de résolution

Agence française de développement

Conseil d'administration

Du 23 avril 2026

Approbation des comptes de l'exercice 2025

Le Conseil d'administration de l'Agence française de développement approuve les comptes annuels de l'Agence française de développement arrêtés au 31 décembre 2025 tels qu'ils sont présentés.

Table des matières

| | |
|---|----|
| 1. Faits marquants de l'exercice | 7 |
| 1.1 Croissance du bilan | 7 |
| 1.2 Financement de l'activité | 7 |
| 1.3 Affectation du résultat 2024 | 7 |
| 1.4 Augmentation de capital AFD | 7 |
| 1.5 Augmentation du capital FISEA | 7 |
| 1.6 Création du groupe TVA | 8 |
| 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation | 9 |
| 2.1 Généralités | 9 |
| 2.2 Changements de réglementation comptable | 9 |
| 2.3 Conversion des opérations en devises | 9 |
| 2.4 Prêts aux établissements de crédit et crédits à la clientèle | 10 |
| 2.5 Titres de placement et titres d'investissement | 10 |
| 2.6 Parts dans les entreprises liées, titres de participation et titres détenus à long terme | 11 |
| 2.7 Dette obligataire | 12 |
| 2.8 Subventions | 12 |
| 2.9 Immobilisations | 13 |
| 2.10 Instruments financiers à terme | 13 |
| 2.11 Provisions | 14 |
| 2.12 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) | 19 |
| 2.13 Dettes subordonnées | 19 |
| 2.14 Engagements de financement | 19 |
| 2.15 Engagements de garantie | 19 |
| 2.16 Informations sur les États ou territoires non coopératifs | 20 |
| 2.17 Autre information relative à la consolidation | 20 |
| 2.18 Événements postérieurs à la clôture | 20 |
| 3. Notes annexes relatives aux états financiers au 31 décembre 2025 | 21 |

Bilan au 31 décembre 2025

| Actif | | | | |
|--|--------------|-------------------|-------------------|------------------|
| <i>en milliers d'euros</i> | Notes | 31 déc. 25 | 31 déc. 24 | Variation |
| Caisse, Banque Centrale | | 791 736 | 862 731 | (70 995) |
| Effets publics et valeurs assimilées | 1 et 2 | 3 222 099 | 1 504 731 | 1 717 368 |
| Créances sur les établissements de crédit | 3 | 18 096 920 | 18 205 009 | (108 089) |
| À vue | | 1 824 850 | 2 148 178 | (323 327) |
| À terme | | 16 272 070 | 16 056 831 | 215 239 |
| Opérations avec la clientèle | 4 | 43 753 935 | 41 417 907 | 2 336 028 |
| Autres concours à la clientèle | | 43 753 935 | 41 417 907 | 2 336 028 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 et 2 | 2 209 576 | 2 895 692 | (686 116) |
| Actions et autres titres à revenu variable | 1 et 2 | 41 323 | 1 555 055 | (1 513 733) |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 5 | 111 467 | 213 856 | (102 389) |
| Parts dans les entreprises liées | 6 | 1 610 902 | 1 512 868 | 98 034 |
| Immobilisations incorporelles | 9 | 221 422 | 180 050 | 41 372 |
| Immobilisations corporelles | 9 | 934 786 | 819 821 | 114 965 |
| Autres actifs | 10 | 2 190 181 | 1 959 648 | 230 533 |
| Comptes de régularisation | 11 | 1 253 223 | 1 233 272 | 19 951 |
| Total de l'actif | | 74 437 570 | 72 360 641 | 2 076 929 |
| HORS-BILAN : Engagements donnés | | | | |
| Engagements de financement | | 20 547 734 | 20 746 764 | (199 030) |
| En faveur d'établissements de crédit | | 4 683 633 | 4 794 168 | (110 535) |
| En faveur de la clientèle | | 15 864 101 | 15 952 596 | (88 495) |
| Engagements de garantie | 32 | 2 962 273 | 3 138 102 | (175 829) |
| D'ordre d'établissements de crédit | | 17 958 | 27 055 | (9 098) |
| D'ordre de la clientèle | | 2 944 316 | 3 111 046 | (166 731) |
| Engagements sur titres | | 100 499 | 99 428 | 1 071 |
| Autres engagements sur titres | 32 | 100 499 | 99 428 | 1 071 |

Bilan au 31 décembre 2025

| Passif | | | | |
|---|--------------|-------------------|-------------------|------------------|
| <i>en milliers d'euros</i> | Notes | 31 déc. 25 | 31 déc. 24 | Variation |
| Dettes envers les établissements de crédit | 12 | 755 234 | 769 512 | (14 278) |
| À vue | | 231 898 | 230 916 | 982 |
| À terme | | 523 336 | 538 596 | (15 260) |
| Opérations avec la clientèle | 13 | 1 916 | 2 125 | (209) |
| Autres dettes à vue | | 1 916 | 2 125 | (209) |
| Autres dettes à terme | | - | - | |
| Dettes représentées par un titre | 14 | 56 838 058 | 55 628 055 | 1 210 002 |
| Marché interbancaire et créances négociables | | 2 440 960 | 809 211 | 1 631 749 |
| Emprunts obligataires | | 54 397 098 | 54 818 845 | (421 747) |
| Autres passifs | 10 | 1 795 223 | 2 152 470 | (357 247) |
| Fonds publics affectés | | 83 242 | 87 997 | (4 755) |
| Autres passifs | | 1 711 981 | 2 064 473 | (352 492) |
| Comptes de régularisation | 11 | 1 853 924 | 1 316 790 | 537 134 |
| Provisions | 15 | 2 271 685 | 2 056 609 | 215 075 |
| Dettes subordonnées | 16 | 1 795 209 | 1 815 867 | (20 658) |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 17 | 460 000 | 460 000 | - |
| Capitaux propres hors FRBG | 18 | 8 666 322 | 8 159 213 | 507 109 |
| Dotations | | 4 862 999 | 4 717 999 | 145 000 |
| Réserves | | 3 382 631 | 3 166 578 | 216 052 |
| Subventions | | 3 535 | 4 570 | (1 035) |
| Résultat | | 417 157 | 270 066 | 147 092 |
| Total du passif | | 74 437 570 | 72 360 641 | 2 076 929 |
| HORS-BILAN : Engagements reçus | | | | |
| Engagements de financement | | - | - | - |
| Reçus d'établissements de crédit | | - | - | - |
| Reçus de l'État français | | - | - | - |
| Engagements de garantie | 32 | 177 201 | 212 616 | (35 416) |
| Reçus d'établissements de crédit | | 177 201 | 212 616 | (35 416) |
| Engagements sur titres | | - | - | - |
| Autres engagements reçus sur titres | | - | - | - |
| Autres engagements | 32 | 5 772 878 | 5 312 470 | 460 408 |
| Garanties reçues de l'État français | | 5 772 878 | 5 312 470 | 460 408 |

Compte de résultat 2025

| <i>en milliers d'euros</i> | Notes | 31 déc. 25 | 31 déc. 24 | Variation |
|--|-------|------------|------------|-----------|
| Produits et charges d'exploitation bancaire | | | | |
| Intérêts et produits assimilés | 20 | 4 569 796 | 4 996 235 | (426 439) |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | | 1 878 136 | 2 354 446 | (476 309) |
| Sur opérations avec la clientèle | | 1 073 585 | 1 106 024 | (32 439) |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | | 183 441 | 178 899 | 4 542 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | 1 434 633 | 1 356 867 | 77 767 |
| Intérêts et charges assimilées | 21 | 4 083 878 | 4 586 587 | (502 708) |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | | 1 136 693 | 1 175 258 | (38 565) |
| Sur opérations avec la clientèle | | 1 214 | 1 127 | 86 |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | | 1 254 322 | 1 142 056 | 112 265 |
| Autres intérêts et charges assimilées | | 1 691 650 | 2 268 145 | (576 496) |
| Revenus des titres à revenu variable | | 13 081 | 16 381 | (3 300) |
| Commissions (produits) | 22 | 127 248 | 113 371 | 13 877 |
| Commissions (charges) | | 11 072 | 7 820 | 3 253 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | 23 | 89 773 | 26 715 | 63 058 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 24 | 474 621 | 447 277 | 27 344 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 25 | 103 034 | 105 268 | (2 234) |
| Produit net bancaire | | 1 076 534 | 900 304 | 176 230 |
| Autres produits et charges ordinaires | | | | |
| Charges générales d'exploitation | 26 | 586 715 | 579 568 | 7 147 |
| Frais de personnel | | 417 609 | 404 895 | 12 714 |
| Autres frais administratifs | | 169 106 | 174 673 | (5 567) |
| Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles | 9 | 50 662 | 44 596 | 6 066 |
| Résultat brut d'exploitation | | 439 156 | 276 140 | 163 016 |
| Coût du risque | 29 | (9 591) | (16 279) | 6 688 |
| Résultat d'exploitation | | 448 748 | 292 419 | 156 328 |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés | 30 | (31 416) | (22 228) | (9 188) |
| Résultat courant avant impôt | | 417 332 | 270 191 | 147 141 |
| Résultat exceptionnel | 31 | (54) | (125) | 71 |
| Impôt sur les bénéfices | | (121) | - | (121) |
| Résultat de l'exercice | | 417 157 | 270 066 | 147 092 |

Annexe

1. Faits marquants de l'exercice

1.1 Croissance du bilan

Le total du bilan s'élève à 74,4 Mds€ au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 2,8 % par rapport à l'année précédente. Cette variation est principalement due à une croissance de l'activité avec une progression de 5,0 % des encours bruts de prêts pour compte propre sur la période.

1.2 Financement de l'activité

Pour financer la croissance de son activité pour compte propre, l'AFD a émis en 2025, six emprunts obligataires sous forme d'émissions publiques et sept placements privés ainsi que seize abondements de souche pour un volume global de 8,2 Mds€.

1.3 Affectation du résultat 2024

Conformément à l'article 79 de la loi de Finances rectificative 2001 n°2001-1276 du 28 décembre 2001, le montant du dividende versé par l'AFD à l'État est déterminé par arrêté ministériel.

Le ministre de l'Économie et des Finances a déterminé le dividende 2024 à verser par l'AFD à l'État. Celui-ci s'élève à 54 M€, soit un taux de distribution de 20 % du montant du résultat social de l'AFD (270 M€ au 31 décembre 2024) et a été versé après publication au journal officiel.

Cette proposition a été rendue exécutoire par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, publié en date du 30 avril 2025.

Le solde du résultat après distribution de dividende, soit 216 M€, a été affecté en réserves.

Les comptes 2024 ont été approuvés par le Conseil d'administration du 24 avril 2025.

1.4 Augmentation de capital AFD

Le 10 juillet 2025, l'AFD a signé une convention avec l'Etat français autorisant une augmentation du capital de l'AFD de 145 M€, afin de renforcer les fonds propres de l'Agence.

Cette augmentation de capital s'est opérée par le versement par l'Etat français d'une dotation au capital de 145 M€ sur le premier semestre 2025, puis par le remboursement anticipé à l'Etat français de la ressource à condition spéciale (RCS) dans les livres de l'AFD sur le second semestre 2025, conformément à l'arrêté du 12 mai 2025 publié au journal officiel.

Ainsi, la dotation initiale de l'AFD, qui était de 4 718 M€ à fin 2024, s'élève à 4 863 M€ au 31 décembre 2025.

1.5 Augmentation du capital FISEA

Le 12 décembre 2025, Fisea a procédé à une augmentation de capital de 30 M€ par la création d'actions ordinaires souscrites entièrement par l'AFD et libérées en totalité sur la période.

Le capital de Fisea détenu à 100 % par l'AFD a ainsi été porté à 410 M€ contre 380 M€ auparavant.

1.6 Création du groupe TVA

L'AFD a constitué un Assujetti Unique (AU) avec ses filiales Proparco et Fisea avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2025. Les prestations entre membres de l'AU sont facturées sans TVA.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Généralités

Les comptes annuels de l'Agence Française de Développement ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014 07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les comptes individuels annuels comprennent le bilan, l'hors-bilan, le compte de résultat et une annexe qui complète l'information donnée par les trois premiers éléments.

Ils ont été établis dans le respect des principes de prudence, de continuité de l'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Conformément aux normes en vigueur, l'AFD applique :

- depuis le 1er janvier 2006, le règlement CRC 2005-03, abrogé et repris par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif au traitement comptable du risque de crédit ;
- depuis le 1er janvier 2014, la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, qui se substitue à la recommandation du CNC 2003-R01 du 1er avril 2003.

2.2 Changements de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1er janvier 2025.

Ces modifications constituent un changement de méthode comptable. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les comptes annuels de l'Agence Française de Développement.

2.3 Conversion des opérations en devises

Les créances, dettes, engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des opérations suivantes, pour lesquelles l'écart est conservé dans un compte de régularisation :

- titres de participation libellés en devises et financés en euros ;
- éléments du bilan et du hors-bilan libellés en devises non liquides.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts, des titres ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Les produits et charges libellés en devises sont fixés mensuellement en euros et les variations ultérieures du cours des devises font apparaître une perte ou un gain de change en compte de résultat. Il convient de préciser, concernant les emprunts de l'AFD souscrits pour le financement de la F.R.P.C.¹ du Fonds monétaire international, que les gains ou pertes de change sur intérêts sont équilibrés par des bonifications et n'ont donc pas d'influence sur le résultat final.

¹/ F.R.P.C : Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et l'amélioration de la Croissance.

Dans le cas d'opérations en devises non liquides, seules les pertes latentes sont prises en compte par l'enregistrement de provisions. Conformément à la réglementation, les gains latents sur ces opérations ne sont pas pris en compte.

2.4 Prêts aux établissements de crédit et crédits à la clientèle

Ils figurent au bilan pour leur montant (y compris les créances rattachées) après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement.

Les engagements sur conventions d'ouverture de crédit signées non encore versés ou partiellement versés figurent pour le montant du reste à verser au hors-bilan.

Les intérêts et commissions d'engagement sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leur montant couru, échu ou non échu, calculé au *pro rata temporis*.

Le déclassement en créances douteuses respecte la réglementation bancaire en cas d'échéance impayée depuis plus de trois ou six mois selon la nature de la créance.

Les prêts et crédits non souverains pour lesquels le système de cotation met en évidence des risques notables sont déclassés en douteux (éventuellement même en l'absence d'impayés) et font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale sur l'encours en capital (dépréciation pour risques individualisés).

Les créances contentieuses sont comprises dans les créances douteuses.

Les encours douteux compromis sont des créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Sont, en tout état de cause, classés dans cette catégorie les encours douteux depuis plus de 12 mois consécutifs et les contrats de crédit déchus de leur terme.

L'AFD constitue des dépréciations permettant de couvrir en valeur actualisée l'ensemble des pertes prévisionnelles au titre de ses encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux prévisionnels. Les flux sont actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine des encours pour les prêts à taux fixe et au dernier taux d'intérêt effectif pour les prêts à taux variable.

Les intérêts échus impayés et courus non échus sur créances douteuses sont entièrement dépréciés.

Restructuration des actifs :

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur entraîne une modification des termes du contrat initial pour permettre à l'emprunteur de faire face aux difficultés financières qu'il rencontre. Si, compte tenu de la modification des conditions de l'emprunt, la valeur actualisée des nouveaux flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif est inférieure à sa valeur comptable, une décote doit être comptabilisée pour ramener la valeur comptable à la nouvelle valeur actualisée.

Au 31 décembre 2025, les crédits restructurés affichent un solde de 4,9 M€.

2.5 Titres de placement et titres d'investissement

Les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

- Les titres de placement, acquis avec un objectif de détention supérieure à 6 mois, sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat, coupon couru exclu et frais d'acquisition exclus.

Les primes ou décotes sont amorties de manière linéaire. À chaque arrêté comptable mensuel, le coupon couru depuis la dernière tombée fait l'objet d'une comptabilisation dans les résultats.

Mensuellement, les moins-values latentes déterminées par différence entre la valeur comptable et le prix de marché font l'objet d'une dépréciation ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

- Les titres d'investissement (principalement des obligations) acquis avec l'intention de les détenir de façon durable jusqu'à l'échéance sont enregistrés à la date de leur acquisition au prix d'achat, coupon couru exclu et frais d'acquisition exclus.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation en cas de risque de contrepartie.

L'étalement des primes ou décotes (écarts entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement) est effectué de manière linéaire sur la durée de vie résiduelle.

À chaque arrêté comptable mensuel, le coupon couru depuis la dernière tombée fait l'objet d'une comptabilisation dans les résultats.

L'AFD dispose de ressources globalement adossées et affectées au financement des titres d'investissement.

2.6 Parts dans les entreprises liées, titres de participation et titres détenus à long terme

Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées sont celles détenues dans les sociétés contrôlées de manière exclusive, susceptibles d'être consolidées par intégration globale.

Elles sont comptabilisées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition, frais exclus.

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition, frais exclus.

Ils correspondent aux titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit notamment des titres répondant aux critères suivants :

- titres de sociétés émis par des sociétés mises en équivalence ;
- titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec la société détentrice, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;
- titres de sociétés appartenant à un même Groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;
- titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'établissement détenteur.

À chaque arrêté, les titres sont évalués à leur valeur probable de négociation, en tenant compte notamment de la rentabilité, des capitaux propres, des perspectives de réalisation, de la conjoncture économique et, pour les titres cotés, des cours moyens récents.

Pour les titres de participation détenus dans des fonds en phase d'investissement, la valeur d'utilité est déterminée conformément aux règles applicables aux immobilisations financières. Les premières années reflètent les frais de gestion et les appels de fonds, avant la remontée de valeur liée aux premières réalisations.

Ce profil est inhérent aux fonds d'investissement et ne constitue pas, en soi, un indice de perte de valeur durable. La valeur d'utilité est ainsi maintenue au moins au coût historique, sauf éléments objectifs attestant d'une dépréciation durable des sous-jacents.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition, frais exclus.

Cette catégorie regroupe les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Compte tenu de son caractère non significatif, la distinction de ce dernier poste n'est pas effectuée dans l'annexe aux comptes.

Pour ces trois catégories :

- Les titres sont enregistrés au coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur estimative, évaluée en fonction de la situation nette de l'entreprise et de ses perspectives (estimées à partir des informations économiques et financières recueillies sur l'entreprise, de l'environnement du pays d'implantation notamment) ou de la valeur boursière selon le cas, est inférieure à la valeur d'acquisition.
- Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision pour perte de change à 100 % lorsque la devise concernée a fait l'objet d'une perte de valeur.
- Les dividendes sont enregistrés en produits dès réception des procès-verbaux des assemblées générales tenues jusqu'au 31 décembre de l'exercice.

Les plus ou moins-values de cession de titres sont enregistrées en « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

L'AFD détient par ailleurs, dans 3 sociétés, des participations sur fonds gérés (Cidom, Fides ou Fidom) ou sur des fonds apportés par l'État. Ces participations suivies au coût d'acquisition ne font pas partie du hors-bilan publiable. Une information sur les montants concernés est donnée dans la note annexe n° 35. Ces participations, souscrites pour le compte de l'État sur fonds publics mis à la disposition de l'AFD, ne sont pas prises en compte dans les pourcentages de contrôle et d'intérêt, et ne sont donc pas consolidées dans les comptes.

2.7 Dette obligataire

Les primes de remboursement (différence entre le prix de remboursement et le nominal du titre) et les primes d'émission positives ou négatives (différence entre le prix d'émission et le nominal du titre) sont étalées de manière linéaire sur la durée de vie des emprunts.

2.8 Subventions

Le poste « Subventions » enregistre les fonds de bonification des prêts d'aide budgétaire globale et les subventions d'investissement affectées aux prêts mixés, qui sont versés par l'État au moment de la mobilisation des prêts, et qui permettent de consentir des prêts concessionnels en abaissant le coût moyen de la ressource affectée à chacune des catégories de prêts concernés.

Ces bonifications et subventions d'investissement sont amorties en fonction de la durée de vie de chacun des prêts qu'elles permettent de financer.

2.9 Immobilisations

Les immobilisations inscrites au bilan de l'AFD comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation. Les immobilisations incorporelles concernent essentiellement des logiciels créés ou acquis. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix de revient net de TVA récupérable) augmenté des frais directement attribuables.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacements à intervalles réguliers et ayant des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a ainsi été retenue pour l'immeuble du siège.

Les durées d'amortissement ont été estimées en fonction de la durée d'utilité des différents composants :

| Intitulé | Durée d'amortissement |
|---|-----------------------|
| 1. Terrain | Non amortissable |
| 2. Gros – œuvre | 40 ans |
| 3. Clos, couvert | 20 ans |
| 4. Lots techniques, Agencements et Aménagements | 15 ans |
| 5. Aménagements divers | 10 ans |

Concernant les autres catégories d'immobilisations corporelles, elles sont amorties suivant le mode linéaire :

- 15 ans pour les immeubles de bureau situés outre-mer ;
- 15 ans pour les immeubles de logement ;
- 5 ou 10 ans pour les agencements, aménagements et mobiliers ;
- 2 à 5 ans pour les matériels et véhicules.

Concernant les immobilisations incorporelles, les logiciels sont amortis, sur une durée de 8 ans pour les logiciels de gestion en interne et une durée de 5 ans pour les logiciels de gestion externe et de 2 ans pour les outils bureautiques.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. En cas de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée en résultat sur la ligne « Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles », elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation vient réduire la base amortissable et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisation d'exploitation sont enregistrées en « Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés ».

2.10 Instruments financiers à terme

Les encours hors-bilan sur instruments financiers correspondent intégralement à des opérations fermes — échange de taux et échange de taux et devise — conclues de gré à gré. Ces opérations sont inscrites dans le hors bilan non publiable et détaillées dans les notes 33 et 34.

La gestion de ces instruments s'effectue principalement dans le cadre des opérations de micro-couverture de la dette et des prêts.

Conformément au règlement ANC 2014-07², le nominal de ces contrats est enregistré au hors-bilan et le principe de symétrie par rapport à l'élément couvert se traduit par l'enregistrement des charges et des produits dans les comptes d'intérêts et produits ou charges assimilés relatifs aux éléments couverts. Ces charges et produits ne sont pas compensés.

2.11 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, et qui sont nettement précisées quant à leur objet.

Provisions sur encours souverains

La convention « relative au compte de réserve », signée le 8 juin 2015 entre l'AFD et l'État français pour une durée indéterminée, détermine le mécanisme de constitution de provisions en couverture du risque souverain et les principes d'emploi des provisions ainsi constituées.

Ce compte de réserve est destiné à (i) alimenter les provisions que l'AFD aurait à constituer en cas de défaillance d'un emprunteur souverain, (ii) servir les intérêts normaux impayés et (iii) plus généralement, contribuer à l'indemnisation de l'AFD en cas d'annulation de créances au titre des prêts souverains.

Le solde de ce compte ne peut être inférieur au montant requis par la réglementation bancaire applicable aux provisions collectives sur encours sain ou restructuré. Cette limite inférieure réglementaire est calculée à partir des estimations de pertes attendues sur l'ensemble du portefeuille de prêts souverains (pertes à un an, pertes à terminaison, exigences réglementaires de provisions ou tout autre donnée dont l'AFD dispose permettant d'anticiper le profil de risque du portefeuille de prêts souverains).

Les encours souverains douteux sont provisionnés. Cette dépréciation est par ailleurs neutralisée par prélèvement sur le compte de réserve.

Les dotations nettes de reprises de provisions sont enregistrées dans le Produit Net Bancaire.

Provisions collectives sur encours non souverains et sur les engagements donnés

Le portefeuille de créances dépréciées sur base collective correspond à l'ensemble des prêts non souverains pays étrangers et outre-mer non dépréciés sur base individuelle ainsi que les engagements de garantie donnés et les engagements de financement donnés sur les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées.

Principe général

Le groupe AFD classe les actifs en 3 catégories distinctes (appelées aussi « stages ») selon l'évolution, dès l'origine, du risque de crédit attaché à l'actif. La méthode de calcul de la provision collective diffère selon l'appartenance à l'un de ces 3 stages.

L'appartenance à chacune de ces catégories est définie de la façon suivante :

- Stage 1 : regroupe les actifs « sains » et n'ayant pas subi de dégradation du risque de contrepartie depuis leur mise en place. Le mode de calcul de la provision est basé sur les pertes attendues sur un horizon de 12 mois ;

² Livre II-Titre 5 du règlement ANC 2014-07 relatif aux instruments financiers à terme, qui abroge et reprend le règlement CRBF 90-15 modifié par le CRBF 92-04.

- Stage 2 : regroupe les actifs sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit a été observée depuis la comptabilisation initiale. Le mode de calcul de la provision est basé statistiquement sur les pertes attendues à maturité ;
- Stage 3 : regroupe les actifs pour lesquels il existe un indicateur objectif de dépréciation (identique à la notion de défaut actuellement retenue par le Groupe pour apprécier l'existence d'un indice objectif de dépréciation). Le mode de calcul de la provision est basé sur les pertes attendues sur la maturité de l'opération (cf. 2.4 Prêts aux établissements de crédit et crédits à la clientèle).

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés (y compris pour les collectivités locales). Cette définition tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut être appréciée sur une base individuelle ou sur une base collective. Le groupe examine toutes les informations dont il dispose (internes ou externes, incluant des données historiques, des informations sur les conditions économiques actuelles, des prévisions fiables sur les événements futurs et conditions économiques).

Le modèle de dépréciation est fondé sur la perte attendue, cette dernière doit refléter la meilleure information disponible à la date de clôture.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit d'un actif financier depuis son entrée au bilan, qui entraîne son transfert du stage 1 au stage 2, le Groupe a construit un cadre méthodologique définissant les règles d'appréciation de la dégradation du risque de crédit. La méthodologie retenue repose sur une combinaison de plusieurs critères notamment les notations internes, la mise sous surveillance, la présomption réfutable de dégradation significative en présence d'impayé de plus de 30 jours.

Mesure des pertes de crédits attendus « ECL »

Les pertes de crédits attendus sont définies comme une estimation probable des pertes de crédit actualisées pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes sur l'année à venir ou sur la durée de vie des actifs selon le stage.

Sur la base des spécificités du portefeuille du groupe AFD, la méthodologie de calcul développée par le groupe repose sur des concepts et données internes mais également sur des matrices de transition externe retraitées.

Le calcul du montant des pertes de crédit attendues (ECL) s'appuie essentiellement sur trois paramètres principaux : la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (EAD) en tenant compte des profils d'amortissement.

Par ailleurs, les paramètres tiennent compte désormais de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward-looking). L'AFD prend en compte des informations prospectives dans la mesure des pertes de crédit attendues.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait sur la base de la modulation à la hausse des provisions en fonction des projections macroéconomiques pour définir des groupes de pays (i.e. Liste des contreparties non souveraines en portefeuille dans ces pays). Les principaux critères retenus sont :

- les perspectives de croissance du PIB établies par le FMI ;
- les perspectives des agences de notation ;
- le degré de soutenabilité de la dette publiée par la Banque mondiale.

Le croisement de ces 3 indicateurs (avec des pondérations pour chaque valeur d'indicateur) conduit à définir une liste de pays qui est soumise pour revue à dire d'expert de l'AFD.

Une fois la liste validée par les différentes parties prenantes, les géographies sont alors classées en fonction de l'anticipation du contexte économique (contexte très dégradé, dégradé, stable, favorable, très favorable).

La prise en compte de ces anticipations dans les provisions collectives se fait grâce à des facteurs multiplicatifs ayant pour but d'ajouter un coussin de provisions supplémentaires dans les géographies où le contexte économique est jugé dégradé à court terme.

Probabilité de défaut (PD)

La probabilité de défaut permet de modéliser la probabilité qu'un contrat aille en défaut sur un horizon de temps donné. Cette probabilité est modélisée :

- à partir de critères de segmentation du risque ;
- sur un horizon de 12 mois (notée PD 12 mois) pour le calcul de la perte attendue des actifs du stage 1 ; et
- sur l'ensemble des échéances de paiement des actifs associés au stage 2 (appelée Courbe de PD à maturité ou PD lifetime).

Compte tenu du faible volume de prêts au sein du Groupe AFD, du caractère « low default portfolio » de certains portefeuilles, le Groupe AFD ne dispose pas d'une collecte des défauts historiques internes assez représentative de la réalité économique des zones d'intervention des entités du Groupe.

Pour ces raisons, le Groupe AFD a retenu une approche basée sur des transitions de notations et des probabilités de défaut communiquées par les agences de notation. Des retraitements peuvent s'avérer nécessaires sur les matrices de transition externes afin de corriger certaines irrégularités pouvant avoir un impact sur la cohérence des probabilités de défaut calculées à partir de ces matrices externes.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) est modélisée pour les actifs des différents stages. Le Groupe AFD a pris en compte dans la modélisation de la LGD la valorisation des collatéraux.

Afin de tenir compte du modèle économique de l'AFD et de sa capacité de recouvrement, le Groupe AFD s'appuie sur l'observation du recouvrement sur des dossiers historiques résolus (i.e. avec extinction de la position après remboursement et/ou passage en pertes).

Exposition au défaut (EAD)

L'exposition au défaut correspond au montant résiduel anticipé par le débiteur au moment du défaut et doit, ainsi, prendre en compte les cash-flows futurs et les éléments forward-looking. A ce titre, l'EAD tient compte :

- des amortissements contractuels du principal ;
- des éléments de tirage des lignes comptabilisées au hors bilan ;
- des éventuels remboursements anticipés.

L'AFD peut également enregistrer un complément de provision au regard d'événements spécifiques impactant sa zone d'intervention.

Les dotations aux provisions collectives sur encours non souverains sains impactent positivement le coût du risque à hauteur de 17,0 M€.

Les dotations aux provisions collectives sur le hors bilan (reste à verser et garanties données) impactent positivement le coût du risque à hauteur de 1,8 M€.

Provision pour risques filiales

Cette provision est essentiellement destinée à couvrir le coût pour l'AFD de la reprise et de la liquidation de la Soderag, qui a été décidée en 1998 et permet également de couvrir le risque de perte pour l'AFD sur les prêts qu'elle a consentis à la Sodema, la Sodega et la Sofideg pour racheter le portefeuille de la Soderag. Ces prêts ont été transférés à la Soredom (Anciennement Sofiag).

Provision pour risques divers

Elle couvre divers risques et litiges pour lesquels il existe une probabilité de sortie de ressources.

Provision pour risque de change

Elle est destinée à couvrir les écarts de conversion - actif sur les participations en devises lorsque la devise concernée a fait l'objet d'une dévaluation.

Provisions pour engagements sociaux

Régimes à prestations définies

Engagements de retraites et retraites anticipées

Les engagements immédiats de retraite et retraite anticipée sont entièrement externalisés chez un assureur.

Les engagements différés de retraite et retraite anticipée sont conservés par l'AFD et couverts par des contrats d'assurance spécifiques. Ils ont été évalués conformément aux dispositions des contrats conclus entre l'AFD et l'assureur.

Les hypothèses retenues pour les évaluations sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2,70 % en 2025 contre 2,75 % en 2024 ;
- Âge de départ en retraite : 63 ans pour les salariés non cadres et 65 ans pour les salariés cadres ;
- Taux de croissance annuel des salaires : 2,0 % inchangé par rapport à 2024.

Engagements d'indemnités de fin de carrière et du financement du régime de frais de santé

L'AFD octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC). Elle participe également au financement du régime de frais de santé de ses retraités.

Les hypothèses retenues pour les évaluations sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,2 % en 2025 contre 3,6 % en 2024 ;
- Taux de croissance annuel des salaires : 2,0 % et 2,2 % pour les TOM inchangés par rapport à 2024 ;
- Âge de départ en retraite : 63 ans pour les salariés non cadres et 65 ans pour les salariés cadres ;
- Tables de mortalité : TGH 05 / TGF 05.

Ces engagements (indemnité de fin de carrière, financement du régime des frais de santé et des retraites) font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant des engagements provisionnés est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées. À chaque arrêté, une revalorisation des engagements de retraite portés par l'AFD est faite et comparée avec la valeur des contrats d'assurance.

Au 31 décembre 2025, la provision a été dotée de **6,7 M€**.

Autres avantages à long terme

L'AFD octroie à ses salariés des primes de médailles du travail. Au 31 décembre 2025, la valorisation de la provision a augmenté de **21 K€**.

Les impacts globaux sur les exercices 2024 et 2025 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| <i>en milliers d'euros</i> | Au 31/12/2025 | Variation impact Résultat | Au 31/12/2024 | Variation impact Résultat |
|-------------------------------------|--------------------------|--|--------------------------|--|
| Provisions pour engagements sociaux | 159 148 | 6 706 | 152 442 | 8 360 |
| - Régimes à prestations définies | 157 829 | 6 685 | 151 144 | 8 364 |
| - Autres avantages à long terme | 1 320 | 21 | 1 299 | (4) |

L'évolution des engagements au cours de l'exercice 2025 est présentée dans le tableau ci-dessous :

| <i>en milliers d'euros</i> | Frais Soins des agents à l'étranger | Retraite | Mutuelle des retraités | IFC | Total régimes prest. définies | Médaille du travail | Total global |
|---|---|-----------------|---------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------|-----------------|
| Variation de la valeur actualisée de l'obligation : | | | | | | | |
| Valeur actualisée de l'obligation au 01/01 | 14 640 | 4 202 | 108 418 | 18 475 | 145 735 | 1 298 | 147 033 |
| Coût financier | 542 | 116 | 4 092 | 675 | 5 424 | 49 | 5 473 |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 424 | - | 5 239 | 1 550 | 7 212 | 156 | 7 369 |
| Coût des services passés | - | - | - | - | - | - | - |
| Réductions/ Liquidations | - | - | - | - | - | - | - |
| Prestations payées | (208) | (529) | (2 942) | (1 663) | (5 343) | (58) | (5 401) |
| Pertes (gains) actuariels | (1 281) | 265 | (12 357) | (423) | (13 797) | (126) | (13 923) |
| Autre (transfert d'engagement) | - | - | - | - | - | - | - |
| Valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2025 | 14 116 | 4 053 | 102 449 | 18 614 | 139 232 | 1 318 | 140 550 |
| Variation de la valeur des actifs du régime : | | | | | | | |
| Juste valeur des actifs au 01/01 | - | 14 284 | - | - | 14 284 | - | 14 284 |
| Rendement attendu des actifs | - | 393 | - | - | - | - | - |
| Prestations payées | - | (529) | - | - | - | - | - |
| (Pertes) gains actuariels | - | 457 | - | - | - | - | - |
| Liquidations | - | - | - | - | - | - | - |
| Juste valeur des actifs au 31/12/2025 | - | 14 605 | - | - | 14 605 | - | 14 605 |
| Limites du corridor : | | | | | | | |
| Gains (pertes) actuariels non reconnus au 01/01 | (1 717) | 2 821 | 21 261 | 2 845 | 17 383 | - | 17 383 |
| Limites du corridor au 01/01 | 1 464 | 1 428 | 10 842 | 1 848 | - | - | - |
| Gains (pertes) actuariels générés dans l'exercice | 1 281 | 192 | 3 282 | 423 | 5 179 | 126 | 5 305 |
| (Gains) pertes actuariels reconnus en résultat | 15 | (368) | (709) | (67) | (1 129) | (126) | (1 255) |
| (Gains) pertes actuariels reconnus en capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - |
| Gains (pertes) actuariels non reconnus au 31/12/2025 | (420) | 2 646 | 32 909 | 3 201 | 38 335 | - | 38 335 |
| Montants reconnus au bilan au 31/12/2025 : | | | | | | | |
| Valeur actualisée de l'obligation financée | - | 4 053 | - | - | - | - | - |
| Juste valeur des actifs financés | - | (14 605) | - | - | (10 552) | - | (10 552) |
| Valeur actualisée de l'obligation non financée | 14 116 | - | 102 449 | 18 614 | 135 179 | 1 318 | 136 497 |
| Situation nette | 14 116 | (10 552) | 102 449 | 18 614 | 124 627 | 1 318 | 125 945 |
| Gains (pertes) actuariels non reconnus | (420) | 2 646 | 32 909 | 3 201 | 38 335 | - | 38 335 |
| Coût des services passés non reconnu | - | - | (5 132) | - | - | - | - |
| Provision au bilan | 13 696 | (7 906) | 130 225 | 21 815 | 162 962 | 1 318 | 164 280 |
| Montants reconnus dans le compte de résultat au 31/12/2025 : | | | | | | | |
| Coût des services rendus sur l'exercice | 424 | - | 5 239 | 1 550 | 7 212 | 156 | 7 369 |
| Coût des services passés | - | - | 384 | - | 384 | - | 384 |
| Coût financier sur l'exercice | 542 | 116 | 4 092 | 675 | 5 424 | 49 | 5 473 |
| Pertes (gains) actuarielles reconnues | 15 | (368) | (709) | (67) | (1 129) | (126) | (1 255) |
| Rendement attendu des actifs du régime | - | (393) | - | - | (393) | - | (393) |
| Coût des services reconnus | - | - | - | - | - | - | - |
| Effet des réductions/ liquidations | - | - | - | - | - | - | - |
| Charge comptabilisée | 981 | (645) | 9 005 | 2 158 | 11 499 | 79 | 11 578 |
| Réconciliation du passif net entre ouverture et clôture : | | | | | | | |
| Passif au 01/01 | 12 923 | (7 261) | 124 162 | 21 320 | 151 144 | 1 298 | 152 442 |
| Charge comptabilisée | 981 | (645) | 9 005 | 2 158 | 11 499 | 79 | 11 578 |
| Cotisations payées | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassement et autre (transfert) | - | - | - | - | - | - | - |
| Prestations payées par l'employeur | (208) | - | (2 942) | (1 663) | (4 813) | (58) | (4 872) |
| Elements non recyclables en résultat | - | - | - | - | - | - | - |
| Passif net au 31/12/2025 | 13 696 | (7 906) | 130 225 | 21 815 | 157 830 | 1 318 | 159 148 |
| Variation du passif net | 773 | (645) | 6 063 | 495 | 6 685 | 21 | 6 706 |

Les prévisions d'engagements au 31 décembre 2026 sont les suivantes :

| | Frais Soins des agents à l'étranger | Retraite | Mutuelle des retraités | IFC | Total régimes prest. définies | Médaille du travail | Total global |
|---|---|----------------|---------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------|-----------------|
| Dettes actuarielles au 31/12/2025 | 13 696 | (7 906) | 130 225 | 21 815 | 157 830 | 1 318 | 159 148 |
| Coût des services rendus en 2026 | 396 | - | 4 875 | 1 523 | 6 794 | 153 | 6 948 |
| Coût financier sur 2026 | 609 | 109 | 4 508 | 790 | 6 017 | 57 | 6 074 |
| Pertes (gains) actuarielles reconnues en résultat | - | (311) | (1 623) | (90) | (2 024) | - | (2 024) |
| Prestations à verser en 2025 / transfert des capitaux | - | - | (2 992) | (1 573) | (4 564) | (155) | (4 720) |
| Coût des services passés reconnus | - | - | 384 | - | 384 | - | 384 |
| Dettes estimées au 31/12/2026 | 14 701 | (8 108) | 135 377 | 22 465 | 164 436 | 1 374 | 165 810 |

2.12 Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

Conformément au CRR/CRD, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux est destiné à rester durablement dans les fonds propres pour compléter la couverture générale des risques de l'AFD.

Ce fonds est, entre autres, destiné à couvrir :

- les risques généraux sur l'Outre-mer, s'agissant de l'activité directe de l'AFD ;
- les risques généraux sur le parc des immeubles à l'étranger.

2.13 Dettes subordonnées

En 1998, une convention a été conclue avec l'État aux termes de laquelle une partie de la dette de l'AFD vis-à-vis du Trésor, correspondant aux tirages effectués entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1997, a été transformée en dette subordonnée. Cette convention prévoit également le réaménagement global de l'échéancier de cette dette sur 20 ans dont 10 ans de différé, et l'inscription en dette subordonnée de toute nouvelle tranche d'emprunt à partir du 1er janvier 1998 (avec un échéancier sur 30 ans dont 10 ans de différé).

En 2025, les dettes subordonnées de l'AFD s'élèvent à 1 795 M€ en diminution de 21 M€ par rapport à 2024.

2.14 Engagements de financement

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées, avec la clientèle ou avec les établissements de crédit et des conventions en faveur de fonds d'investissements.

Les engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit comprennent les restes à verser, pour le compte de l'État, sur les conventions conclues avec le FMI pour le financement de la F.R.P.C.

Les engagements de financement donnés en faveur de fonds d'investissements comprennent les engagements restant de la souscription de l'AFD dans FISEA+, soit 117 M€ au 31 décembre 2025.

2.15 Engagements de garantie

Les engagements donnés de garantie d'ordre des établissements de crédit enregistrent notamment :

- les garanties accordées par l'AFD au titre de la procédure Ariz I, Ariz II et Ariz Med (Assurance du risque d'investissement dans la ZSP, en Afrique Sub-saharienne et dans les pays du bassin méditerranéen) qui ont pour objectif de favoriser la création et le développement d'entreprises locales ;

Les engagements donnés de garantie d'ordre de la clientèle enregistrent notamment :

- la garantie de la dette de sa filiale en liquidation Soderag, étant entendue qu'une partie très importante de cette dette a fait l'objet en 1998 et en 1999 d'un remboursement anticipé après la cession par la Soderag de son portefeuille à la Sodega, la Sodema et la Sofideg. Portefeuille ensuite repris par le groupe BRED ;
- la garantie octroyée au groupe BRED qui représente 50 % de l'encours brut du portefeuille des prêts cédés en 1998 par la Socredom dans la perspective de sa dissolution, intervenue le 1er janvier 1999 ;

- les garanties de remboursement des trois emprunts obligataires émis par l'IFFIM dans le cadre de la gestion pour le compte de l'État de la contribution française au Fonds de solidarité pour le développement (FSD) ;
- les garanties en sous-participation accordées à Proparco.

Les engagements reçus des établissements de crédit sont liés aux opérations de prêts effectuées par l'AFD.

Les autres engagements reçus comprennent la garantie de l'État français accordée sur des crédits à des États étrangers.

Les engagements de garanties donnés sur titres enregistrent les promesses de rachat d'actions offertes aux actionnaires minoritaires de Proparco dans le cadre des augmentations de capital intervenues 2014 et 2020 puis en 2023. Ces promesses de rachat sont exerçables pendant 5 ans après une période de blocage de 5 ans.

2.16 Informations sur les États ou territoires non coopératifs

L'article L.511-45 du Code monétaire et financier (modifié par Ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014-art.3) impose aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires élargit la liste des informations requises par les banques sur leurs implantations dans les ETNC.

L'arrêté du 3 février 2023 modifiant l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du code général des impôts, a modifié la liste des états ou territoires non coopératifs.

L'AFD ne détient, au 31 décembre 2025, aucune implantation dans les États ou territoires non coopératifs.

2.17 Autre information relative à la consolidation

Les comptes sociaux de l'AFD sont intégralement repris suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe AFD. Les états financiers de l'entreprise sont disponibles sur Internet, à l'adresse suivante : www.afd.fr/fr/espace-investisseurs.

2.18 Événements postérieurs à la clôture

L'exposition directe de l'AFD aux zones les plus affectées par la crise au Moyen-Orient (Egypte, Irak, Jordanie, Liban et Palestine) représente une part limitée des expositions de l'AFD (4 Mds € soit 5,3% du portefeuille à fin 2025, dont la grande majorité, 3,6 Mds €, concerne des engagements souverains sur l'Egypte, la Jordanie et l'Irak). En particulier, le Liban et la Palestine, pays directement touchés, représentent une part circonscrite à 61 M €, déjà provisionnée à hauteur de 47%. À ce stade, aucun impact matériel direct n'a été identifié ; des mesures de gestion des risques ont été mises en place pour suivre et évaluer les éventuels effets indirects sur les contreparties en portefeuille.

Aucun autre évènement significatif ayant une incidence sur la situation financière de la société n'est apparu après la clôture au 31 décembre 2025.

3. Notes annexes relatives aux états financiers au 31 décembre 2025

Note 1 - Titres de placement (1)

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | | 31-déc.-24 | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Titres cotés | Titres non cotés | Total | Titres cotés | Titres non cotés | Total |
| Effets publics et valeurs assimilées | 2 891 460 | - | 2 891 460 | 1 168 954 | - | 1 168 954 |
| Créances rattachées | 45 770 | - | 45 770 | 13 745 | - | 13 745 |
| Dépréciations | (16 420) | - | (16 420) | (15 787) | - | (15 787) |
| Total net | 2 920 809 | - | 2 920 809 | 1 166 913 | - | 1 166 913 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 618 598 | 1 552 649 | 2 171 248 | 277 075 | 2 561 512 | 2 838 587 |
| Créances rattachées | 6 135 | 15 641 | 21 777 | 1 758 | 37 194 | 38 952 |
| Dépréciations | - | (2 447) | (2 447) | - | (1 012) | (1 012) |
| Total net | 624 734 | 1 565 844 | 2 190 578 | 278 833 | 2 597 694 | 2 876 527 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 41 323 | - | 41 323 | 1 555 055 | - | 1 555 055 |
| Dépréciations | - | - | - | - | - | - |
| Total net | 41 323 | - | 41 323 | 1 555 055 | - | 1 555 055 |
| Total valeur nette | 3 586 866 | 1 565 844 | 5 152 710 | 3 000 801 | 2 597 694 | 5 598 495 |

| (en milliers d'€) | Revenu fixe | Revenu variable | Total 2025 | Revenu fixe | Revenu variable | Total 2024 |
|-----------------------------|-------------|-----------------|------------|-------------|-----------------|------------|
| Plus-values latentes nettes | 4 668 | 16 165 | 20 833 | 68 287 | 15 127 | 83 414 |

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|---|--------------------|---------------|--------------|-------------------|------------|
| Échéancier des obligations et autres titres à revenu fixe | 940 160 | 431 968 | 459 578 | 339 542 | 2 171 248 |

Note 2 - Titres d'investissement (1)

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | | 31-déc.-24 | | |
|--|----------------|------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| | Titres cotés | Titres non cotés | Total | Titres cotés | Titres non cotés | Total |
| Effets publics et valeurs assimilées | 298 257 | - | 298 257 | 335 541 | - | 335 541 |
| Créances rattachées | 3 034 | - | 3 034 | 2 278 | - | 2 278 |
| Total net | 301 290 | - | 301 290 | 337 819 | - | 337 819 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 18 788 | - | 18 788 | 18 954 | - | 18 954 |
| Créances rattachées | 210 | - | 210 | 210 | - | 210 |
| Total net | 18 998 | - | 18 998 | 19 164 | - | 19 164 |
| Total valeur nette | 320 288 | - | 320 288 | 356 983 | - | 356 983 |
| Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement | 15 831 | - | 15 831 | 26 772 | - | 26 772 |

Au cours de l'exercice, aucun titre d'investissement n'a été cédé avant l'échéance dans le cadre de la gestion du risque de contrepartie.

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|---|--------------------|---------------|--------------|-------------------|------------|
| Échéancier des obligations et autres titres à revenu fixe | 0 | 0 | - | 18 788 | 18 788 |

(1) Total des postes du bilan : Effets publics et valeurs assimilées (3 222 099 milliers €), Obligations et autres titres à revenu fixe (2 209 576 milliers €), Actions et autres titres à revenu variable (41 323 milliers €) soit 5 472 998 milliers € au 31/12/2025.

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | | 31-déc.-24 | | |
|------------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | À vue | À terme | Total | À vue | À terme | Total |
| Comptes ordinaires | 426 030 | - | 426 030 | 563 057 | - | 563 057 |
| Prêts aux établissements de crédit | 1 398 821 | 16 162 040 | 17 560 861 | 1 585 121 | 15 931 688 | 17 516 809 |
| - dont placement interbancaire | 1 398 821 | 2 378 657 | 3 777 478 | 1 585 121 | 2 542 859 | 4 127 981 |
| - dont activité de prêts | - | 13 783 383 | 13 783 383 | - | 13 388 828 | 13 388 828 |
| Créances rattachées | - | 150 904 | 150 904 | - | 166 077 | 166 077 |
| Dépréciations | - | (40 875) | (40 875) | - | (40 933) | (40 933) |
| Total | 1 824 850 | 16 272 070 | 18 096 920 | 2 148 178 | 16 056 831 | 18 205 009 |

Le montant de l'encours aux risques de l'État et pour compte de tiers s'élève respectivement à 1 507 966 milliers € et 536 750 milliers €.

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|--|-----------------------|------------------|------------------|----------------------|-------------------|
| Échéancier des prêts aux établissements de crédit | 388 900 | 1 564 941 | 7 768 842 | 4 060 699 | 13 783 383 |

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | 31-déc.-24 | |
|---|------------|---------------|------------|---------------|
| | Brut | Dépréciations | Brut | Dépréciations |
| Détail des prêts à terme douteux | | | | |
| Encours douteux (hors créances rattachées) | 69 837 | 33 020 | 73 457 | 33 079 |
| - dont encours douteux compromis souverains (1) | - | - | - | - |
| - dont encours douteux compromis non souverains | 37 242 | 26 030 | 30 784 | 22 906 |

(1) Accordés aux États ou avec l'aval de ces États. L'encours en capital de ces prêts fait l'objet uniquement de provisions de passif.

Note 4 - Opérations avec la clientèle

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|------------------------|-------------------|-------------------|
| Crédits à la clientèle | 43 803 302 | 41 534 075 |
| Créances rattachées | 258 965 | 255 189 |
| Dépréciations | (308 332) | (371 356) |
| Total | 43 753 935 | 41 417 907 |

L'encours des crédits au risque de l'État et pour compte de tiers s'élève respectivement à 4 080 740 milliers € et 440 919 milliers € au 31/12/2025.

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|--|-----------------------|------------------|-------------------|----------------------|-------------------|
| Échéancier des crédits à la clientèle | 629 883 | 2 694 241 | 18 463 230 | 22 015 948 | 43 803 302 |

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | 31-déc.-24 | |
|---|------------|---------------|------------|---------------|
| | Brut | Dépréciations | Brut | Dépréciations |
| Détail des prêts à terme douteux | | | | |
| Encours douteux (hors créances rattachées) | 3 887 011 | 307 779 | 2 990 161 | 371 018 |
| - dont encours douteux compromis souverains (1) | 433 014 | 38 483 | 696 633 | 110 288 |
| - dont encours douteux compromis non souverains | 363 352 | 213 160 | 196 763 | 136 322 |

(1) Accordés aux États ou avec l'aval de ces États. L'encours en capital de ces prêts fait l'objet uniquement de provisions de passif.

Note 5 - Participations et autres titres détenus à long terme

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|---|----------------|----------------|
| Titres détenus à long terme et titres de participation | 148 847 | 275 659 |
| Valeur brute (1) | 148 847 | 275 659 |
| Écart de conversion | 6 185 | (5 326) |
| Dépréciations | (43 565) | (56 478) |
| Total net | 111 467 | 213 856 |

(1) Le montant brut des participations cotées en 2025 s'élève à 189 milliers €.

Note 6 - Parts dans les entreprises liées

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--------------------------|-------------------|-------------------|
| Valeur brute | 1 857 406 | 1 714 906 |
| Dépréciations | (246 505) | (202 038) |
| Total net | 1 610 902 | 1 512 868 |

Note 7 - Opérations avec les entreprises liées

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--|-------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Créances sur les établissements de crédit | 6 320 562 | 6 045 630 |
| Passif | | |
| Dettes à terme envers les établissements de crédit | 522 933 | 538 193 |
| Hors-bilan | | |
| Engagements de financement donnés | 2 013 656 | 2 033 950 |
| Engagements de garantie donnés | 1 704 215 | 1 751 059 |

Note 8 - Liste des filiales et participations**Filiales détenues à plus de 50 % (montants exprimés en milliers d'euros)**

| <i>(en milliers d'€)</i> | Proparco | Soderag | Expertise France |
|-------------------------------|--------------------------------------|--|------------------------------------|
| Siège social | 151, rue Saint-Honoré 75001 Paris | rue F. Eboué BP 64 97110 Pointe à Pitre | 40 Bd de Port-Royal 75005 Paris |
| Capital | 1 353 513 | 111 923 | 829 |
| Capital détenu | 85% | 100% | 100% |
| Capitaux propres | 1 774 229 | (7 653) | 14 347 |
| <i>dont résultat après IS</i> | <i>59 191</i> | <i>58</i> | <i>2 990</i> |
| Valeur brute comptable | 1 216 471 | 112 326 | 1 |
| Valeur nette comptable | 1 216 471 | - | 1 |

| | Sogefom | Fisea |
|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Siège social | 5, rue Roland-Barthes 75012 Paris | 5, rue Roland-Barthes 75012 Paris |
| Capital | 1 102 | 410 000 |
| Capital détenu | 59% | 100% |
| Capitaux propres | 12 655 | 251 592 |
| <i>dont résultat après IS</i> | <i>1 883</i> | <i>(13 129)</i> |
| Valeur brute comptable | 5 015 | 410 000 |
| Valeur nette comptable | 5 015 | 295 467 |

Participations détenues entre 10 et 50 %

| | |
|--------------|---------|
| Valeur brute | 137 876 |
| Valeur nette | 97 539 |

Note 9 - Immobilisations et amortissements

| (en milliers d'€) | 31/12/2024 | Acquisitions | Cessions | Autres mouvements | 31/12/2025 |
|------------------------------------|------------------|----------------|---------------|-------------------|------------------|
| Valeur brute | | | | | |
| Terrains et aménagements | 89 603 | - | (0) | 0 | 89 603 |
| Constructions et aménagements | 895 730 | 125 718 | 4 764 | 443 | 1 016 240 |
| Autres immobilisations corporelles | 85 806 | 14 326 | 4 016 | 396 | 95 721 |
| Immobilisations incorporelles | 326 687 | 133 258 | 55 924 | 2 266 | 401 756 |
| Montant brut | 1 397 827 | 273 302 | 64 704 | 3 105 | 1 603 320 |
| Amortissements | | | | | |
| Terrains et aménagements | 4 259 | 110 | 4 | - | 4 365 |
| Constructions et aménagements | 180 268 | 10 084 | 8 | - | 190 344 |
| Autres immobilisations corporelles | 66 791 | 5 935 | 658 | - | 72 069 |
| Immobilisations incorporelles | 146 637 | 34 798 | 1 101 | - | 180 334 |
| Montant des amortissements | 397 955 | 50 927 | 1 771 | - | 447 112 |
| Montant net | 999 872 | 222 375 | 62 933 | 3 105 | 1 156 208 |

Note 10 - Autres actifs et autres passifs

| (en milliers d'€) | 31 déc. 25 | | 31 déc. 24 | |
|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Compte créditeur État français | - | 263 239 | - | 515 023 |
| Fonds publics affectés | - | 73 939 | - | 78 759 |
| Fonds de garantie dans les DOM | - | 9 303 | - | 9 238 |
| Dépôt des collatéraux | 2 028 165 | 401 426 | 1 651 850 | 468 011 |
| Autres | 162 017 | 1 047 315 | 307 798 | 1 081 439 |
| Total | 2 190 181 | 1 795 223 | 1 959 648 | 2 152 470 |

Note 11 - Comptes de régularisation

| (en milliers d'€) | 31 déc. 25 | | 31 déc. 24 | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Comptes d'ajustement devises sur hors bilan | - | 391 529 | - | (114 199) |
| Produits à recevoir et charges à payer sur swaps | 1 015 896 | 636 471 | 1 019 426 | 765 063 |
| Charges et produits à répartir | 105 689 | 732 486 | 92 163 | 552 145 |
| Autres comptes de régularisation | 131 637 | 93 439 | 121 683 | 113 782 |
| Total | 1 253 223 | 1 853 924 | 1 233 272 | 1 316 790 |

Note 12 - Dettes envers les établissements de crédit

| (en milliers d'€) | 31 déc. 25 | | 31 déc. 24 | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | À vue | À terme | À vue | À terme |
| Dettes envers les établissements de crédit | 232 024 | 512 403 | 230 644 | 526 140 |
| Dettes rattachées | 126 | 10 932 | 273 | 12 456 |
| Total | 231 898 | 523 336 | 230 916 | 538 596 |

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|---|--------------------|---------------|--------------|-------------------|------------|
| Echéancier des dettes envers les établissements de crédit | 20 000 | 80 000 | 412 403 | - | 512 403 |

Note 13 - Opérations avec la clientèle

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | | 31-déc.-24 | |
|------------------------------------|--------------|----------|--------------|----------|
| | À vue | À terme | À vue | À terme |
| Comptes créditeurs de la clientèle | 1 902 | - | 2 116 | - |
| Dettes rattachées | 14 | - | 9 | - |
| Total | 1 916 | - | 2 125 | - |

Note 14 - Dettes représentées par un titre

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Titres de créances négociables | 2 440 960 | 799 491 |
| Emprunts obligataires | 53 594 510 | 54 101 351 |
| Dettes rattachées | 802 587 | 727 213 |
| Total | 56 838 058 | 55 628 055 |

| (en milliers d'€) | Inférieur à 3 mois | 3 mois à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|---|-----------------------|---------------|--------------|----------------------|------------|
| Échéancier des dettes représentées par un titre | 3 950 938 | 3 279 216 | 23 016 988 | 23 347 368 | 53 594 510 |

Note 15 – Provisions

| (en milliers d'€) | 31-déc.-24 | Dotations | Reprises | Écart de change | 31-déc.-25 |
|---|------------------|----------------|----------------|--------------------|------------------|
| Prêts souverains (1) | 1 504 720 | 324 833 | 95 505 | 1 248 | 1 735 297 |
| Prêts non souverains sains (2) | 241 466 | 11 898 | 28 491 | - | 224 873 |
| Garanties données (2) | 25 859 | 3 966 | 3 900 | - | 25 924 |
| Engagements de financement sur prêts non souverains (2) | 28 921 | 34 831 | 36 734 | - | 27 018 |
| Provisions pour garanties ARIZ et PROPARCO | 52 056 | 7 331 | 13 014 | (2 176) | 44 198 |
| Risques filiales DOM | 17 197 | 169 | 498 | - | 16 867 |
| Risques divers | 11 276 | 0 | 0 | - | 11 276 |
| Pertes de change (1) | 18 407 | 3 920 | 856 | - | 21 472 |
| Frais administratifs (1) | 637 | 0 | 0 | - | 637 |
| Charges de personnel (1) | 156 078 | 9 127 | 1 075 | - | 164 130 |
| Total | 2 056 609 | 396 076 | 180 073 | (928) | 2 271 685 |

(1) Ces provisions ne figurent pas dans le poste "coût du risque".

(2) Les provisions collectives s'établissent à 277 128 milliers € dont 65 924 milliers € en stage 1 et 211 204 milliers € en stage 2.

En 2024, les provisions collectives s'élevaient à 295 970 milliers € dont 60 574 milliers € en stage 1 et 235 394 milliers € en stage 2.

Note 16 - Dettes subordonnées**Note 16 - Dettes subordonnées**

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|---------------------|------------------|------------------|
| Dettes subordonnées | 1 795 181 | 1 813 250 |
| Dettes rattachées | 28 | 2 617 |
| Total | 1 795 209 | 1 815 867 |

Note 17 - Fonds pour risques bancaires généraux

| (en milliers d'€) | 31-déc.-24 | Dotations | Reprise | 31-déc.-25 |
|---------------------------------------|------------|-----------|---------|------------|
| Fonds pour risques bancaires généraux | 460 000 | - | - | 460 000 |

Note 18 - Capitaux propres hors FRBG

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--|------------------|------------------|
| Dotations | 4 862 999 | 4 717 999 |
| Réserves | 3 382 631 | 3 166 578 |
| Subventions | 3 535 | 4 570 |
| Résultat en instance d'affectation (1) | 417 157 | 270 066 |
| Total | 8 666 322 | 8 159 213 |

(1) La distribution de dividende à l'Etat s'est élevée en 2025 à 54,0 M€

| (en milliers d'€) | 31-déc.-24 | Affectation résultat 2024 | Distribution de Dividendes | Augmentation | Diminution | Résultat exercice 2025 | 31-déc.-25 |
|------------------------|------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|----------------|---------------------------|------------------|
| Dotations | 4 717 999 | | | 145 000 | | | 4 862 999 |
| Reserves | 3 166 578 | 270 066 | (54 013) | | | | 3 382 631 |
| Subventions | 4 570 | | | | (1 035) | | 3 535 |
| Résultat de l'exercice | 270 066 | (270 066) | | | | 417 157 | 417 157 |
| TOTAL | 8 159 212 | 0 | (54 013) | 145 000 | (1 035) | 417 157 | 8 666 322 |

Note 19 - Actif et Passif en devises (1)

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|-----------------------------------|------------|------------|
| Montant de l'actif en devises (2) | 10 985 081 | 11 064 735 |
| Montant du passif en devises (2) | 12 241 814 | 15 601 162 |

(1) Hors opérations FMI et hors opérations de couverture (hors-bilan), ces opérations équilibrent les positions bilan.

(2) Par principe ces positions en devises sont neutralisées par des instruments financiers à terme comptabilisés en hors-bilan.

Note 20 - Intérêts et produits assimilés

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--|------------------|------------------|
| Intérêts et produits s/opérations avec les établissements de crédit (1) | 1 878 136 | 2 354 446 |
| Intérêts sur prêts | 553 344 | 600 801 |
| Intérêts sur placements | 149 786 | 224 472 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 1 175 007 | 1 529 173 |
| Intérêts et produits s/opérations avec la clientèle (1) | 1 073 585 | 1 106 024 |
| Intérêts et produits s/obligations et autres titres à revenu fixe | 183 441 | 178 899 |
| Titres de placement | 178 124 | 173 308 |
| Titres d'investissement | 5 317 | 5 591 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 434 633 | 1 356 867 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 1 434 633 | 1 356 867 |
| Total | 4 569 796 | 4 996 235 |

(1) Le montant des dotations nettes des reprises sur intérêts douteux corrigées des pertes sur créances irrécouvrables en intérêts s'élève au 31/12/2025 à +1 035 milliers € contre +4 141 milliers € au 31/12/2024.

Note 21 - Intérêts et charges assimilées**Note 21 - Intérêts et charges assimilées**

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|---|------------------|------------------|
| Intérêts et charges s/opérations avec les établissements de crédit | 1 136 693 | 1 175 258 |
| Intérêts sur comptes créditeurs | 22 347 | 30 153 |
| Charges sur instruments financiers à terme | 1 114 346 | 1 145 105 |
| Intérêts sur emprunts | - | - |
| Intérêts et charges s/opérations avec la clientèle | 1 214 | 1 127 |
| Intérêts sur dettes subordonnées | 1 189 | 1 109 |
| Autres intérêts et charges s/opérations avec la clientèle | 25 | 18 |
| Intérêts et charges s/obligations et autres titres | 1 254 322 | 1 142 056 |
| Intérêts sur titres du marché interbancaire et créances négociables | 43 320 | 57 121 |
| Intérêts sur emprunts obligataires | 1 208 902 | 1 082 833 |
| Intérêts sur dettes subordonnées de dernier rang | 2 100 | 2 103 |
| Autres intérêts et charges assimilées | 1 691 650 | 2 268 145 |
| Charges sur instruments financiers à terme | 1 691 650 | 2 268 145 |
| Intérêts sur fonds publics affectés | - | - |
| Total | 4 083 878 | 4 586 587 |

Note 22 - Commissions produits et charges

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Commissions produits | 127 248 | 113 371 |
| sur subventions | 93 092 | 91 195 |
| sur instructions | 28 306 | 17 597 |
| divers | 5 850 | 4 578 |
| Commissions charges | 11 072 | 7 820 |

Note 23 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|---|---------------|---------------|
| Solde des opérations sur titres de placement | 89 773 | 26 715 |
| Plus-values de cession | 92 720 | 28 143 |
| Moins-values de cession | 881 | 0 |
| Reprises de provisions pour dépréciation | 3 797 | 988 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation | 5 862 | 2 416 |

Note 24 - Autres produits d'exploitation bancaire

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|--|----------------|----------------|
| Autres produits d'exploitation bancaire | 474 621 | 447 277 |
| Bonifications | 353 052 | 312 563 |
| Autres produits bancaires | 121 569 | 134 714 |
| Gains nets de change | - | - |

Note 25 - Autres charges d'exploitation bancaire

| (en milliers d'€) | 31-déc.-25 | 31-déc.-24 |
|---|----------------|----------------|
| Autres charges d'exploitation bancaire | 103 034 | 105 268 |
| Autres charges d'exploitation | 88 028 | 105 268 |
| Pertes nettes de change | 15 006 | - |

Note 26 - Charges générales d'exploitation - Frais de personnel

| (en milliers d'€) | 31 déc. 25 | 31 déc. 24 |
|---|----------------|----------------|
| Salaires et traitements | 260 924 | 242 548 |
| Charges sociales | 104 428 | 100 341 |
| Intéressement | 15 831 | 15 374 |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | 28 373 | 37 657 |
| Dotations/reprises provision | 8 053 | 9 101 |
| Refacturation personnel Instituts | - | (125) |
| Total | 417 609 | 404 895 |

Note 27 - Effectif moyen

| (en milliers d'€) | Cadres | Agents de maitrise | Employés | Agents de service | Agents non soumis à mobilité | Total 2025 |
|-----------------------------------|--------|--------------------|----------|-------------------|------------------------------|------------|
| Siège et Agences (hors instituts) | 2 188 | 49 | 1 | - | 644 | 2 882 |

Note 28 - Dépréciations d'actif

| (en milliers d'€) | 31-déc.-24 | 31 déc. 25 | | | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| | | Dotations | Reprises | Écart de change | |
| Intérêts impayés sur prêts (note 3 et 4) | 41 115 | 32 679 | 35 149 | (822) | 37 823 |
| Risques individualisés sur prêts (note 3 et 4) | 371 175 | 131 962 | 180 553 | (11 200) | 311 385 |
| Dépréciation des participations (note 5 et 6) | 258 516 | 34 220 | 2 666 | | 290 070 |
| Dépréciation des titres de placement (note 23) | 16 795 | 5 862 | 3 797 | | 18 860 |
| Total | 687 600 | 204 723 | 222 165 | (12 022) | 658 137 |

Note 29 - Coût du risque de crédit (1)

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31 déc. 25 | | | 31-déc.-24 |
|---|----------------|----------------|--------------|---------------|
| | Dotations | Reprises | Total | |
| Provisions (note 15) (1) | 58 195 | 82 637 | 24 442 | 76 062 |
| Dépréciation pour créances douteuses en capital (note 28) | 59 401 | 49 906 | (9 495) | (24 574) |
| Pertes sur créances irrécouvrables en capital | 6 565 | 1 210 | (5 355) | (35 209) |
| Total | 124 161 | 133 753 | 9 591 | 16 279 |

(1) Ces chiffres ne comprennent ni la première ligne ni les trois dernières lignes de la note 15.

Note 30 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31 déc. 25 | 31-déc.-24 |
|--|-----------------|-----------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations financières | (31 554) | (23 255) |
| Plus et moins-values de cession | - | - |
| Dotations/reprises pour dépréciation | (31 554) | (23 255) |
| Gains ou pertes sur actifs immobilisés corporelles et incorporelles | 138 | 1 027 |
| Total | (31 416) | (22 228) |

Note 31 - Résultats exceptionnels

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31 déc. 25 | 31-déc.-24 |
|---------------------------------|------------|------------|
| Gains exceptionnels | 176 | 79 |
| Profits exceptionnels divers | 176 | 79 |
| Produits s/exercices antérieurs | - | - |
| Pertes exceptionnelles | 230 | 204 |
| Charges s/exercice antérieurs | 154 | 30 |
| Penalites et amendes fiscales | - | - |
| Charges exceptionnelles | 77 | 174 |
| Total net | 54 | 125 |

Note 32 - Autres engagements hors-bilan

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31 déc. 25 | 31-déc.-24 |
|---|------------|------------|
| Engagements de garantie reçus de l'État français sur prêts | 5 772 878 | 5 312 470 |
| Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit | 177 201 | 212 616 |
| Engagements de garantie donnés d'ordre d'établissements de crédit | 17 958 | 27 055 |
| Engagements de garantie donnés sur titres | 100 499 | 99 428 |
| Engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle | 2 944 316 | 3 111 046 |

Note 33 - Engagements sur instruments financiers à terme

| <i>(en milliers d'€)</i> | 31-déc.-25 | | 31-déc.-24 | |
|--|---------------|------------------|----------------|------------------|
| | notionnel | valorisation (2) | notionnel | valorisation (2) |
| Opérations fermes | | | | |
| Échange de taux d'intérêt (opérations de couverture) | 68 841 168 | (1 409 008) | 65 954 081 | (1 166 734) |
| dont opérations de micro-couverture | 65 427 108 | (1 445 001) | 63 063 189 | (1 121 868) |
| dont opérations de macro-couverture | 2 832 173 | 35 623 | 2 056 003 | (45 446) |
| dont opérations de couvertures naturelles | 581 888 | 370 | 834 889 | 580 |
| Échange de devises (opérations de couverture) | 45 485 146 | (274 763) | 49 037 051 | 138 759 |
| Engagements reçus | 22 544 106 | | 24 572 960 | - |
| Engagements donnés | 22 941 040 | | 24 464 091 | - |
| Autres instruments (opérations de couverture) | - | | - | - |
| Opérations conditionnelles | 72 083 | 1 851 | 125 924 | 976 |

(1) Ces informations ne font pas partie du hors-bilan publiable.

(2) La valorisation des instruments financiers a été faite par référence à la valeur de marché.

| <i>(en milliers d'€)</i> | Inférieur à 1 an | De 1 à 5 ans | Supérieur à 5 ans | Total 2025 |
|--|---------------------|-----------------|----------------------|------------|
| Opérations fermes sur marché de gré à gré | | | | |
| Échange de taux d'intérêt | 4 379 319 | 18 700 869 | 45 760 981 | 68 841 168 |
| Échange de devises | 9 228 001 | 21 816 818 | 14 440 327 | 45 485 146 |
| Engagements reçus | 4 584 736 | 10 661 664 | 7 297 707 | 22 544 106 |
| Engagements donnés | 4 643 266 | 11 155 155 | 7 142 619 | 22 941 040 |
| Opérations conditionnelles | - | 56 667 | 15 417 | 72 083 |

Note 34 - Valorisations, par notation, sur les instruments financiers à terme

| Notation des contreparties bancaires | 31/12/2025 |
|--------------------------------------|--------------------|
| | Valorisation (1) |
| A | (8 083) |
| A- | (483 121) |
| A+ | (910 517) |
| AA- | 111 746 |
| BBB | - |
| BBB+ | 10 658 |
| NR | - |
| Total | (1 279 317) |

(1) Le coût de remplacement est représenté par le solde net positif des valeurs de marché coupon couru inclus. Si le solde est négatif, le coût est nul.

Note 35 - Participations détenues sur Fonds gérés (1)

| <i>En milliers d'euros</i> | Nombre de participations | Valeur d'acquisition |
|--|--------------------------|----------------------|
| Origine des fonds | | |
| Caisse d'investissement des DOM (CIDOM) | 1 | 463 |
| Fonds d'investissement et de dévelop. économique et social (FIDES) | 3 | 625 |
| Fonds d'investissement des DOM (FIDOM) | 1 | 91 |
| Autres ressources Etat | - | |
| Total | 5 | 1 180 |

(1) Ces informations ne font pas partie du hors-bilan publiable.

Note 36 - Rémunération des dirigeants

La rémunération brute annuelle allouée aux mandataires sociaux, directeurs adjoints et directeur général délégué s'élève à 538 712 euros.

- Rémy Rioux, directeur général (début de mandat le 2 juin 2016) : 255 150 € ;
- Bertrand Walckenaer, directeur général adjoint (début de mandat le 14 février 2019) : 187 285 € ;
- Marie-Hélène Loison, directrice général adjoint (début de mandat le 8 juillet 2021) : 96 278 € ;
- Tristan Mouline, directeur général délégué (début de mandat le 23 octobre 2025) : 31 148 €.

Il n'y a pas d'avantage en nature ni de régime de retraite particulier, de stock-option ou rémunération variable pour les mandataires sociaux de l'AFD.

Note 37 - Impôt sur les sociétés

Seuls les revenus fonciers et le résultat de l'activité de représentation d'établissements de crédit métropolitains dans les DOM ainsi que l'activité de refinancement de l'AFD à l'égard de sa filiale Proparco sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

Note 38 - Expositions aux risques

L'AFD intervient sur les marchés des instruments financiers pour son compte, dans le cadre de ses activités propres et des activités dont la gestion lui est déléguée par l'État français.

Ces opérations sont exercées dans le cadre de limites autorisées par la Direction Générale avec l'accord du Conseil d'administration.